**CONVENTION DE PARTENARIAT
SUR L'ACCOMPAGNEMENT DE LA FILIERE AUTOMOBILE
EN GRAND EST**

2024-2027

Entre :

D'une part,

L'Etat, représenté par la Préfète de Région Grand Est,
ci-après désignée par « l'Etat »,

D'autre part,

La **Région Grand Est**, représentée par son Président,
ci-après désignée par « la Région »,

Et,

Les partenaires sociaux représentés par Solidaires, l'UNSA, la CFDT, la CGT, la CFE-CGC, la CFTC, FSU, le MEDEF, U2P, la CPME.
ci-après désignée par « les partenaires sociaux »,

L'Etat, la Région Grand Est et les partenaires sociaux pouvant également être désignés, ensemble par « les parties ».

Vu les articles L. 5121-1 et L. 5151-2, D. 5151-1 à D. 5151-3 du code du travail relatifs aux engagements de développement de l'emploi et des compétences,

Vu les articles L. 5121-3 et D. 5121-4 à D. 5121-13 du code du travail relatifs à l'aide à l'élaboration d'un plan de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences,

Vu la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel et les décrets afférents,

Vu le règlement (UE) 2023/1315 de la Commission européenne du 23 juin 2023 modifiant le règlement (UE) no 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité,

Vu le règlement n°2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis,

Vu le régime cadre exempté de notification SA.111722 relatif aux aides à la formation pour la période 2024-2026,

Vu le régime cadre exempté de notification SA.111727 relatif aux aides en faveur de l'emploi des travailleurs défavorisés et des travailleurs handicapés pour la période 2024-2026,

Vu le régime cadre exempté de notification SA.111728 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2024-2026,

Vu l'instruction interministérielle DGEFP/DGE 27 avril 2022 relative aux actions de soutien et d'accompagnement des sous-traitants de la filière automobile et leurs salariés,

Vu l'instruction n° DGEFP/MADEC/2022/43 du 28 janvier 2022 relative aux engagements de développement de l'emploi et des compétences (EDEC),

Vu l'instruction n° DGEFP/MADEC/2022/208 du 15 septembre 2022 relative à la prestation « conseil en ressources humaines » pour les très petites entreprises (TPE) et les petites et moyennes entreprises (PME),

Vu la circulaire DGEFP n°2011/12 du 1^{er} avril 2011 relative à la démarche d'appui aux mutations économiques,

Vu la circulaire DGEFP n° 2011-16 du 30 mai 2011, relative à la gestion des BOP 102 et 103,

Vu le Contrat de Plan État-Région Grand Est 2021-2027 signé le 30 mars 2021,

Vu le Contrat stratégique national de la filière automobile signé le 6 mai 2024,

Considérant que le bureau de la conférence sociale a identifié la filière automobile comme prioritaire,

Considérant la nécessité d'accompagner les mutations économiques et le développement des entreprises de la filière en matière de développement économique, de formation et d'emploi,

Considérant l'objectif commun poursuivi par l'ensemble des signataires d'accompagner la transition des ressources humaines des entreprises, de prévenir les impacts sur les ressources humaines des entreprises, d'accompagner la reconversion des salariés dans la perspective de maintenir et promouvoir l'emploi et de développer les qualifications et compétences des salariés et des demandeurs d'emploi,

Considérant la volonté des signataires de contribuer à la recherche de complémentarité et de cohérence sur les interventions partagées sur les axes économie, emploi-formation,

Il est convenu ce qui suit.

La présente convention a pour objet de formaliser les orientations communes et les engagements réciproques des parties.

Elle matérialise la volonté des membres de la conférence sociale régionale du Grand Est (ci-après « conférence sociale ») de travailler sur des filières stratégiques pour la situation économique et sociale de la région, et en premier lieu la filière automobile, en complémentarité et en articulation avec les travaux menés dans le cadre des autres instances (CREFOP, CESER...).

Conformément à la feuille de route adoptée par le bureau de la conférence sociale, il est décidé de **cibler, dans un premier temps, les entreprises industrielles (amont de la filière) et leurs salariés**, et plus particulièrement les sous-traitants des constructeurs automobiles, de bus et autocars, poids-lourds, des carrossiers constructeurs, ainsi que des équipementiers et fournisseurs dans l'ensemble des secteurs concernés (mécanique, plasturgie, emboutissage, fonderie, électronique...).

L'objectif sera d'accompagner les mutations économiques et sociales de la filière automobile, compte tenu de son caractère stratégique en Grand Est, en veillant notamment à une complémentarité renforcée des interventions entre les signataires, ainsi qu'à une articulation accrue entre les dispositifs de droit commun et les dispositifs spécifiques.

Dans un second temps, des travaux pourront également être engagés sur la branche des services automobiles (filière « aval »), ainsi que sur les perspectives de développement, tel que le recyclage des batteries pour la filière automobile.

1. Un secteur d'envergure pour le territoire du Grand Est

Le Grand Est constitue **un pôle de production majeur de la filière automobile nationale**. La région occupe la première place en matière d'assemblage et fabrication de moteurs, représentant environ un quart de l'activité automobile française en volumes de production et d'exportation. Elle abrite des acteurs majeurs de l'industrie automobile (constructeurs et équipementiers). Avec plus de 13% des salariés de l'industrie automobile de France, la région se situe en 3ème position, derrière Rhône-Alpes et l'Île-de-France.

Fin 2022, la filière automobile dans le Grand Est totalisait 5 354 établissements et 58 408 salariés en Grand Est, dont 24 402 salariés exerçant dans la construction automobile (filière « amont ») et 34 006 exerçant dans les services automobiles (filière « aval »). 40% des emplois salariés sont répartis sur 4 des 43 bassins d'emplois de la région : les bassins de Mulhouse (11%), Metz (10%), Strasbourg (10%) et le bassin houiller (8%)¹.

Avec près de 11% des emplois industriels de la Région, **la filière « amont » est la première pourvoyeuse d'emplois industriels du Grand Est**. Stellantis est le premier employeur privé de la région. Les entreprises industrielles du territoire affichent un degré de dépendance à la filière automobile très important qui les rend vulnérables face aux mutations en cours.

2. Une mutation aux impacts majeurs sur les entreprises sous-traitantes

Des évolutions structurelles sans précédent en matière de mobilités imposent des transformations de l'ensemble de la filière automobile, qui fait face à plusieurs transitions :

- Une **transition environnementale**, qui acte la fin des véhicules neufs thermiques et hybrides en 2035 ;
- Une **transition industrielle vers l'électrification des véhicules**, qui a un impact sur le volume et le type d'emploi, avec la disparition d'emplois liés aux moteurs thermiques et un besoin de main d'œuvre moindre lié à l'assemblage moins complexe des moteurs électriques.
- Une **transition des mobilités**, la mise en place des Zones à Faibles Emissions et le développement des services de mobilités (autopartage) qui entraînent une baisse structurelle du nombre de véhicules ;

¹ Données ACOSS-URSSAF au 31/12/2022, traitement OREF Grand Est

- **Une transition numérique** avec le développement des technologies numériques embarquées dans les véhicules qui seront de plus en plus connectés et autonomes à terme.

Ces évolutions structurelles impacteront de façon majeure à la fois le modèle économique des entreprises de la filière et la structure des effectifs, tout particulièrement des 167 entreprises sous-traitantes actuellement identifiées ayant une part de chiffres d'affaires liée à l'automobile supérieure à 20%. Ces entreprises principalement présentes sur l'axe Alsace / Moselle, et dans une moindre mesure dans les départements des Vosges et des Ardennes sont la cible prioritaire de la présente convention, fortes de leurs 27 000 salariés, de leurs 34 secteurs d'activité et d'un chiffre d'affaires global en 2021 supérieur à 13,5 milliards d'euros.

L'arrêt du moteur thermique et le passage à l'électrification, ainsi que l'intégration de technologies numériques embarquées entraîneront pour elles des conséquences significatives sur les stratégies d'investissement, de diversification et de développement des entreprises sous-traitantes afin de s'adapter à un marché en totale reconfiguration.

En outre, s'agissant de l'emploi, fortement localisé dans la Région, les impacts, tant en termes de volume que de contenu des métiers, dépendront des choix stratégiques réalisés, mais les pertes d'emploi dans la filière automobile liés à l'arrêt du moteur thermique et au passage à l'électrification pourraient varier d'ici 2050 de 25% à 70% au niveau national, en fonction des scénarii retenus².

3. Anticiper et accompagner les entreprises de la filière amont et leurs salariés : une responsabilité partagée et un engagement collectif

Forts de ces constats, les parties, réunies à plusieurs reprises en bureau de la conférence sociale, ont souhaité se mobiliser pour anticiper les conséquences de ces mutations et la baisse de besoin en main d'œuvre dans la filière automobile, et pour déployer un plan d'actions partagé visant à accompagner la filière et ses salariés, à prévenir les difficultés à venir et à maintenir le niveau d'emploi sur le territoire.

Les parties s'entendent pour mettre en œuvre un programme d'actions opérationnelles aux niveaux régional et territorial autour de trois priorités :

- La bonne identification des entreprises sous-traitantes de la filière,
- L'accompagnement de la mutation économique des entreprises,
- L'accompagnement à la transformation RH et la prévention des conséquences sociales.

Ce programme d'actions, arrêté dans le cadre des travaux du bureau de la conférence sociale intervient en complémentarité et en articulation avec les travaux menés dans le cadre des autres instances (CREFOP, CESER...).

Il vise à mettre en cohérence la mobilisation des dispositifs de l'ensemble des parties prenantes et acter la mobilisation de ressources supplémentaires, via notamment la mise en place d'un engagement de développement de l'emploi et des compétences (EDEC) régional.

Il s'inscrit également dans la continuité du contrat stratégique de filière signé le 6 mai 2024, des travaux menés régionalement en déclinaison de l'instruction interministérielle DGEFP/DGE du 27 avril 2022.

Les parties s'engagent à s'appuyer sur la politique de réindustrialisation, afin d'encourager les stratégies d'investissement, de diversification et de développement des entreprises, et sur une gestion prévisionnelle des emplois et compétences territoriale, notamment en vue d'accompagner les stratégies de reconversion des salariés et réduire les tensions de recrutement au sein de la filière.

² Etude « Pour une transition juste de l'industrie automobile » publiée en juin 2021 par la Fondation pour la Nature et l'Homme

3.1 Connaître les entreprises sous-traitantes, identifier leurs enjeux et risques

En prenant appui sur des études déjà réalisées, les parties s'engagent à partager les données visant à établir une cartographie précise des entreprises sous-traitantes susceptibles d'être impactées par les transitions ci-dessus citées. En fonction des besoins, des diagnostics complémentaires pourront être demandés à l'OREF.

De même, l'AFPA au titre des missions nationales de service public pourra être mobilisée pour réaliser, à la maille territoriale pertinente, un diagnostic permettant d'identifier précisément les conséquences sur l'emploi et les compétences des évolutions de la filière à court, moyen, voire plus long terme (métiers menacés et passerelles métiers possibles au sein de la filière automobile ou vers d'autres secteurs, métiers en tension et causes de ces tensions) impliquant une analyse de l'offre et de la demande de formation et de certification.

3.2 Accompagner la mutation économique de la filière amont

Les entreprises sous-traitantes de la filière automobile ont un enjeu majeur de revisite de leur modèle économique, pour dessiner de nouveaux modèles de développement et de diversification.

Dans le cadre du Schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation, la Région Grand Est place ces thématiques au cœur de sa stratégie, à l'instar de l'importance majeure qu'y accordent l'État et les partenaires sociaux. Les parties accompagnent ainsi les grandes transformations industrielles, numériques, énergétiques et écologiques des territoires et de leurs entreprises avec ces objectifs :

- Faire du Grand Est un leader européen de l'industrie du futur ;
- Expérimenter ces innovations en conditions réelles ;
- Accompagner les entreprises à potentiel de croissance pour renforcer la compétitivité économique et l'emploi ;
- Devenir une plaque tournante de l'économie transfrontalière et un marché attractif pour les investissements directs étrangers.

Afin d'accompagner ainsi la mutation économique et technologique de la filière, les parties s'engagent à :

- Mobiliser les dispositifs nationaux notamment dans le cadre de la démarche globale de réindustrialisation portée par le Gouvernement et dans celle du plan « France 2030 », permettant de soutenir les porteurs de projets présentant des potentialités importantes en termes d'innovation,
- Mobiliser les dispositifs du volet régionalisé de France 2030, permettant de soutenir des porteurs de projets répondant à des cahiers des charges plus ouverts en termes d'innovation, dans lesquels peuvent s'inscrire les projets de décarbonation de l'automobile. Ces dispositifs permettent également d'encourager des projets collaboratifs de recherche et développement,
- Mobiliser les dispositifs de la Région permettant le soutien à l'innovation, tels que des incubateurs, l'agence régionale d'innovation Grand E-Nov+, des centres de ressources technologiques ou encore d'autres dispositifs propres,
- Mobiliser les dispositifs ancrés dans les territoires tels que le programme Territoires d'industrie,
- Promouvoir le plan de soutien à la filière automobile, articulé avec France 2030, dans le cadre duquel la Plateforme automobile (PFA) porte un dispositif ouvrant droit à un appui en termes de jours/consultants destiné notamment à encourager la diversification, à apporter un appui RH ou encore à développer l'activité commerciale de l'entreprise.

En complément des dispositifs nationaux et régionaux existants, et dans l'objectif d'assurer la pérennité des acteurs régionaux de la filière automobile, la Région Grand Est en collaboration avec le Pôle Véhicule du Futur et la CCI Grand Est mobilise ses moyens, en lien avec l'ensemble des parties de cette convention, afin de déployer un programme d'accélération vers la mobilité décarbonée qui permettra de :

- Caractériser la chaîne de valeur de la mobilité décarbonée (CVMD) en Grand Est, cartographier les acteurs, identifier les forces et faiblesses ainsi que les opportunités ;
- Assurer information, veille, anticipation, lisibilité/visibilité, opportunités de partenariats et d'affaires sur l'ensemble de la CVMD ;
- Faciliter la mise en réseau des acteurs et les synergies par une animation de proximité ;
- Développer un territoire d'excellence mobilité décarbonée dans le Grand Est ;
- Accompagner les acteurs industriels de l'automobile et des mobilités dans leur transformation/adaptation/diversification (produits, process, service) vers une mobilité décarbonée, majoritairement électrifiée.

3.3 Accompagner la transition des ressources humaines des entreprises et accompagner les salariés

Les parties, réunis au sein de la conférence sociale régionale du Grand Est, ont décidé de mobiliser des moyens supplémentaires, dans le cadre d'un engagement de développement des emplois et des compétences (EDEC) régional porté par l'Etat. Le Conseil régional du Grand Est interviendra en cofinancement.

Conformément à la feuille de route adoptée par le bureau de la conférence sociale, les actions portées par l'EDEC viseront à la prospection des entreprises et la remontée concrète des besoins, par la mise en place d'un consortium d'opérateurs dédiés, afin de pouvoir répondre de manière personnalisée aux besoins opérationnels des entreprises et de leurs salariés, notamment intérimaires, en activant l'ensemble des leviers existants, des opérateurs/partenaires compétents et de leurs outils.

Ces actions viseront prioritairement à accompagner les conséquences des mutations liées à l'impact des transitions écologique et numérique sur les sous-traitants des constructeurs automobiles en Grand Est, et notamment les TPE/PME des rangs 2 et 3, en matière d'organisation du travail et de besoins en emploi, qualifications et compétences, afin de sécuriser les parcours professionnels des salariés, avec une attention particulière envers les plus fragiles, et contribuer au développement économique et à l'attractivité des entreprises concernées.

Les parties veilleront à une complémentarité renforcée des interventions entre les signataires, à une articulation accrue entre les dispositifs de droit commun et les dispositifs spécifiques, ainsi qu'au respect du cadre des régimes d'aides mobilisables.

L'EDEC régional soutiendra :

- **Des actions de diagnostics et prospectives**, à la maille territoriale pertinente, afin de consolider la liste des sous-traitants à partir des données des principaux acteurs et compléter des besoins en emploi et compétences des sous-traitants de la filière automobile en Grand Est (notamment des études d'employabilité des salariés au niveau territorial) ;
- **Des actions d'ingénierie** (outils de type GPEC, outils d'anticipation des reconversions professionnelles comme les passerelles entre les métiers dans une perspective d'accompagnement des trajectoires professionnelles et de sécurisation des parcours des salariés, cartographie de l'offre de formation et de certification territoriale permettant d'adapter et de développer l'offre et les outils de formation en fonction des besoins identifiés, actions d'attractivité des métiers ...) ;
- **Des actions prioritairement collectives à destination des TPE/PME** (prestations d'accompagnement RH ou RSE...) **et des actifs occupés** (actions de formation en situation de travail, bilans de compétences, identification des aires de mobilité des salariés avec d'autres secteurs industriels qui recrutent, formations pour accompagner un projet de mobilité, toute action de type expérimental visant à faire reconnaître les qualifications et à développer les compétences) ;

Des actions d'accompagnement de la mise en œuvre de l'EDEC régional pourront également être soutenues, telles que des actions d'animation, de suivi de l'accord et d'évaluation de la mise en œuvre de l'accord, ainsi que des actions d'information et de diffusion des outils produits dans le cadre de l'accord.

Dans la mise en œuvre de l'EDEC régional, les parties s'engagent, en lien avec le Rectorat et France Travail, à développer une stratégie d'orientation vers les métiers de l'automobile et à accompagner le recrutement des

entreprises à la fois par la mobilisation de la carte des formations initiales et par le financement de parcours de formation dédiés aux demandeurs d'emploi dans le cadre des programmes de formation structurels et sur mesure de la Région Grand Est.

Les parties s'engagent également à promouvoir la diffusion de l'information dans les réseaux d'entreprises et de syndicats de salariés des possibilités de soutien existantes et d'organiser la remontée d'informations de terrain sur les freins ou obstacles rencontrés.

4. Suivi et pilotage de la convention

4.1 Pilotage de la convention et suivi des actions

Le **comité de pilotage régional de l'accord cadre régional** est confié au bureau de la conférence sociale régionale, réunissant les représentants des parties signataires de la présente convention. L'instance se réunit a minima deux fois par an pour fixer les actions prioritaires, leurs modalités de mise en œuvre et les critères d'éligibilité. Elle décide de la mise en œuvre des actions et assure le suivi quantitatif, qualitatif et financier des actions menées et procède à des ajustements si besoin, en fonction des nouveaux dispositifs mis en place par ailleurs.

Un tableau de suivi des actions déployées et des financements associés sera transmis au comité de pilotage, afin que ce comité puisse mesurer l'efficacité des fonds engagés et aides publiques allouées.

Des experts et partenaires pourront être invités en cas de besoin, notamment : le Rectorat, les CMQ, le Pôle véhicule du futur, les représentants de la filière (organisations syndicales, PFA, UIMM, Polyvia...), l'OPCO 2i, France Travail, l'AFPA, le Carif-Oref, l'ARACT.

La conférence sociale plénière et le CREFOP seront tenus régulièrement informés des travaux conduits et de leur état d'avancement.

Le comité de pilotage associera systématiquement les autres instances réalisant ou susceptibles de réaliser des travaux sur la filière automobile, notamment le CESER et le CREFOP.

4.2 Evaluation

Il sera procédé à une évaluation finale du présent accord, à partir de critères définis par le comité de pilotage régional.

Cette évaluation étudiera les conditions de mise en œuvre de l'accord et permettra de mesurer l'impact des différentes actions au regard des fonds engagés et aides publiques allouées en vue d'atteindre les objectifs de maintien dans l'emploi sur le territoire, de rechercher les facteurs clés de succès, les leviers d'action et les conditions de réussite.

4.3 Communication

Les parties s'engagent à communiquer de manière concertée sur les actions menées en partenariat sur l'accompagnement des mutations économiques et sociales des entreprises de la filière et à faire état dans leurs informations ou communications de la démarche conjointe scellée par la présente convention.

5. Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de quatre ans à compter de sa date de signature.

La présente convention pourra être modifiée et/ou complétée par voie d'avenants, rendus nécessaires en particulier dans le cas de l'évolution des dispositions législatives et réglementaires relatives aux dispositifs traités au sein de cette convention.

Fait à Strasbourg, en douze exemplaires originaux, le

La Préfète de Région Grand Est,

Le Président du Conseil Régional Grand Est

Les partenaires sociaux :

SOLIDAIRES,

L'UNSA,

La CFDT,

La CGT,

La CFE-CGC,

La CFTC,

FSU,

Le MEDEF,

U2P,

La CPME,

Annexe 1 : Etude de l'OREF sur la filière automobile en Grand Est